

# Journal de Roubaix

Quotidien de Roubaix Tourcoing et de la Région

**Visitez la BELGIQUE**  
 au moyen de  
 Cartes de Circulation  
 de 5, 10 ou 15 jours  
 comportant  
 des réductions considérables  
 sur les prix ordinaires  
**OFFICE DES CHEMINS DE FER BELGES**  
 14, rue du 4-Septembre  
 — PARIS —

**BUREAUX**  
 ROUBAIX. — 69-71, Grande-Rue. Tél. 237.52, 237.50 et 237.56.  
 TOURCOING. — 22, rue Courbet. Tél. 37.  
 LILLE. — 3, rue Faidherbe. Tél. 230.51.  
 PARIS. — 25, boulevard Poissonnière. Tél. Provençe. 71.54.  
 MOUScron. — 105, rue de la Station. Tél. 1.44.  
**ANCIENS DIRECTEURS :**  
 Jean Baboux  
 Alfred Baboux  
 Rodame Alfred Baboux

## M. CAMILLE CHAUTEUPS RÉUSSIRA-T-IL A CONSTITUER LE NOUVEAU CABINET ?

*Il s'efforce de mettre sur pied un ministère d'apaisement, d'ordre, de travail et de discipline dans les limites de la majorité du Front populaire*

LE CONSEIL NATIONAL DU PARTI SOCIALISTE SE PRONONCERA AUJOURD'HUI SUR LE PROBLÈME DE LA PARTICIPATION



M. CAMILLE CHAUTEUPS (Mond. Photo-Pressa.)

(D'UN RÉDACTEUR SPÉCIAL)

PARIS, 21 JUIN (Minuit).

M. Chautemps réussira-t-il à former le nouveau cabinet ? Lundi, dans les premières heures de la matinée, on croyait pouvoir, sans hésiter, répondre par l'affirmative. Mais, au terme d'une journée remplie par les réunions de groupes et les consultations d'usage, un doute est au moins permis.

Certes, M. Camille Chautemps jouit de la sympathie des deux assemblées. Il est considéré comme un conciliateur, comme un manœuvrier parlementaire particulièrement habile. Ces qualités ne sont pas à négliger. Mais que pourra l'homme qui demain saisira les leviers de commande s'il ne trouve pas réunies devant lui les conditions du succès ? Il ne s'agit plus de donner satisfaction à la fois à la Chambre et au Sénat par des dosages de doctrine plus ou moins ingénieux, il s'agit de redresser les finances du pays par une politique énergique ayant pour but suprême le rétablissement de l'ordre et de la confiance.

M. Camille Chautemps n'est pas sans connaître les éléments du problème qui se pose à lui. Par de nombreux discours, il a prouvé qu'il voyait clairement la direction du salut. Il ne peut donc accepter que les Internationales lui dictent sa conduite et aggravent l'hypothèque qu'elles ont prise sur l'Etat. Politiquement, M. Camille Chautemps doit se garder de deux choses : d'une part, la rupture du Front populaire qui ne lui permettrait pas de gouverner avec la Chambre actuelle où une majorité de Front national semble impossible avant que se soit produite une sérieuse évolution de l'opinion électorale et, d'autre part, la tutelle des extrémistes qui l'accablent à ces mêmes difficultés auxquelles le cabinet Blum a succombé.

On les sociaux-communistes laisseront faire un nouveau gouvernement politique financier de grande classe, dépourvue de toute démagogie et qui attirera les capitaux comme l'aimant attire le fer, ou bien ils maintiendront leur tutelle et nos nouveaux maîtres en seront réduits, comme leurs prédé-

cesseurs, aux expédients. Tout sera à recommencer, à la différence près que le temps aura travaillé contre nous.

La seule vraie question dont dépendent toutes les autres est, en définitive, de savoir si les socialistes et les communistes consentiront pour le salut commun à ne pas imposer à M. Camille Chautemps, qui a encore besoin de leurs suffrages, leur idéologie collectiviste.

René ROUSSEAU

### LA SITUATION

La décision du Parti socialiste de réunir un Conseil national à Paris mardi matin pour arrêter son attitude à l'égard de la participation au cabinet que M. C. Chautemps est chargé de constituer, a empêché le sénateur du Lot-et-Cher de réaliser le projet qu'il s'était primitivement fixé, en plein accord avec le président de la République, d'arrêter lundi soir la liste de ses collaborateurs.

Ce très court délai ne pouvait être refusé au parti numériquement le plus important de la majorité, en raison des circonstances qui ont provoqué la crise à la suite du vote défavorable du Sénat.

En effet, dans l'éventualité où la commission administrative permanente du Parti socialiste se serait prononcée pour la participation ministérielle, il eût été nécessaire de toute façon, de faire rati-



M. LÉON BLUM DONNE LECTURE AUX JOURNALISTES DE LA LETTRE DE DÉMISSION DU MINISTÈRE. — Derrière lui : M. JULES MOCH. (Ph. Koytous.)

fier cette décision par un conseil national.

M. C. Chautemps sera tiré à la fin de la matinée de mardi sur l'étendue du concours qu'il peut attendre des socialistes. Il escompte que ce concours se traduira par une collaboration effective au sein du nouveau cabinet, collaboration qu'il a expressément réclamée.

M. Léon Blum, du reste, sans pouvoir engager son parti, en dehors des organismes réguliers de décisions, a promis à son collaborateur d'hier, tout son appui personnel et il a publiquement insisté auprès de ses amis politiques réunis à la Chambre, pour qu'ils accordent au président Chautemps le concours dont le cabinet démissionnaire avait bénéficié pendant toute son existence de la part du ministère d'Etat.

Ces dispositions d'esprit sont aussi, assure-t-on, celles de M. Paul Faure, dont l'action personnelle s'exerce aussi avec autorité au sein du Parti socialiste unifié. On peut donc dans ces conditions, prévoir la participation socialiste.

S'il en était autrement, d'ailleurs, toute négociation de M. Camille Chautemps se trouverait remise en question.

Le sénateur radical a défini lundi soir son programme dans une déclaration à la presse. Il consiste à former un cabinet s'appuyant, comme le président, sur les groupes qui ont participé au rassemblement populaire et susceptible de rallier une majorité de gauche à la Chambre aussi bien qu'au Sénat.

Les représentants du Parti communiste consultés ont promis de continuer à soutenir le gouvernement de demain si son programme garde l'orientation approuvée par les élections de 1936. Ils ne semblent pas toutefois avoir sollicité pour leur groupe l'attribution de portefeuilles.

La collaboration du Parti radical-socialiste lui étant acquise d'avance, M. Chautemps espère donc réussir s'il obtient la collaboration des ministres socialistes.

Il ne manquera pas, évidemment, de faire appel en premier lieu à M. Léon Blum. Mais, on estime généralement, que le président du Conseil démissionnaire se récusera, pour reprendre ses fonctions de président de groupe socialiste de la Chambre.

L'attribution du portefeuille des finances dans les circonstances actuelles présente une importance toute particulière. Aussi, songerait-on à l'offrir à un technicien comme M. G. Bonnet, député de la Dordogne, actuellement ambassadeur à Washington et dont la mission temporaire de six mois arrive à expiration.

M. Y. Delbos serait maintenu au Quai d'Orsay et M. Ed. Daladier à la défense nationale. M. M. Dormoy paraît devoir garder le portefeuille de l'Intérieur.

Il semble, en définitive, que la composition du nouveau cabinet qui serait arrêtée à la fin de la journée de mardi, serait sensiblement identique à celle du cabinet démissionnaire.

### LA DÉMISSION

Nous avons relaté hier les événements politiques qui ont abouti, après le vote du Sénat marquant une hostilité irréductible à la demande de pleins pouvoirs financiers du gouvernement, à la démission de celui-ci.

La nouvelle de cette décision, avançant, nous dit, a été connue lundi matin, à 2 h. 25.

C'est M. Campinchi qui, sortant à cette



M. HENRIOT QUITTE L'ÉLYSÉE.

heure de l'hôtel Matignon avec les représentants à la Chambre des groupes de la majorité. Il a annoncé.

Le président du groupe radical-socialiste a fait, en effet, la déclaration suivante :

« Le président du Conseil vient de faire appeler les présidents des groupes qui constituent la délégation des gauches.

« Il nous a dit que la question s'était posée pour le gouvernement de savoir si le Cabinet présenterait un projet financier nouveau ou retirerait le projet actuel des pleins pouvoirs.

« Après une délibération où chacun de nous a été mis à même d'exprimer son opinion, le gouvernement a décidé de remettre sa démission au président de la République. »

### M. Léon Blum annonce sa décision

A 2 h. 35, M. Léon Blum a reçu dans son cabinet, les journalistes et leur a déclaré :

« Le Conseil de cabinet s'est réuni à minuit en vue d'examiner la situation créée par le vote du Sénat retenant le texte transactionnel qui lui était soumis par M. Léon Perrier et refusant par là au gouvernement les pouvoirs qu'il jugeait indispensables pour faire face aux difficultés financières.

« Il a unanimement estimé, qu'en dépit de la constante fidélité de la majorité de la Chambre, ce vote mettait dans l'impossibilité de poursuivre sa tâche. Il a donc décidé de remettre à M. le Pré-

sident de la République sa démission collective. »

### Libres propos

#### L'heure du patriotisme

L'expérience Blum est terminée. Le premier gouvernement de Front populaire est renversé par le Sénat qui, dans un sursaut de patriotisme, a refusé de contresigner une mesure d'exception menaçant à la fois la défense nationale et le crédit public.

La politique imprudente, imprévoyante des socialistes a conduit en un an le pays à une impasse financière. La démagogie en action a mis en péril le régime et la démocratie.

Quand on jugera plus tard, avec le recul nécessaire, l'œuvre désastreuse du ministère qui s'en va, on ne comprendra peut-être pas pourquoi la France a supporté aussi longtemps le joug intolérable des extrémistes qui, depuis douze mois, sont les véritables maîtres du pouvoir.

Et, ici, nous devons nous expliquer franchement.

Si M. Léon Blum avait appliqué les réformes contenues dans son programme avec la mesure et l'esprit de justice exigés par les circonstances ; s'il avait gouverné par lui-même au lieu de se laisser manœuvrer par les meneurs irresponsables ; si, en un mot, il avait été un véritable homme d'Etat au lieu de rester un chef de parti, nous croyons sincèrement que son expérience aurait pu durer beaucoup plus longtemps.

Encore une fois, beaucoup de réformes accomplies étaient souhaitables en principe. Elles réparaient, dans une cer-

taine mesure, les fautes de ceux qui, hypnotisés par la politique pure, l'anticléricalisme et les problèmes économiques, avaient négligé de chercher des solutions pratiques à la question sociale.

### Le président du Conseil démissionnaire demande aux membres du Rassemblement populaire de conserver leur calme et leur sang-froid

Après avoir annoncé la démission du cabinet, M. Léon Blum a fait une seconde déclaration.

« Le gouvernement, a-t-il dit, après une longue délibération, a décidé de remettre sa démission au président de la République.

« L'examen du scrutin sur le contre-projet Léon Perrier, ne laissant plus, en effet, subsister aucun espoir d'obtenir du Sénat, le vote du projet élaboré dimanche matin, par la délégation des gauches de la Chambre et qui représentait à ses yeux, un extrême effort de transaction. Privé des moyens d'agir que nous jugeons indispensables, nous nous retirons.

« Avant de nous séparer, nous avons un double devoir à remplir nous exprimons notre plus affectueuse gratitude à la majorité de la Chambre et à nos amis du Sénat qui, depuis un an, ont soutenu nos efforts avec tant de constance et de bonne volonté.

(Lire la suite page 2.)



M. LÉON BLUM quitte l'Élysée, accompagné de M. MARX DORMOY, après avoir remis sa démission à M. Lebrun

taines mesures, les libéraux n'ont rien à espérer. L'extrême gauche n'est point d'humeur à céder ni à déserteur. Au contraire, plus d'une fois déjà, elle n'a pas caché qu'elle avait des droits à plus de portefeuilles. Ce n'est donc point de son côté, que les libéraux jettent les yeux, lorsqu'ils désent, par l'organe d'un de leurs principaux chefs, M. Depéze :

« Le parti libéral ne peut admettre qu'il soit traité en « parti d'appoint » aussi bien en ce qui concerne le partage des attributions ministérielles et par conséquent, de l'autorité et des responsabilités, qu'en ce qui concerne l'action politique, économique et sociale du gouvernement dont il fait partie. »

« Le problème se précise donc, mais pas à l'honneur du parti catholique dont on ne sait plus s'il existe ou non. Ce qui fait dire avec angoisse, ce matin, à un grand journal catholique de Bruxelles : « Quant à la droite, où est-elle ? Où sont ses chefs ? Le pays catholique attend d'eux autre chose que des prêches sur des sujets qui offrent autant d'actualité qu'une momie du temps de Ramsès II. »

L'heure du patriotisme a sonné pour tous.

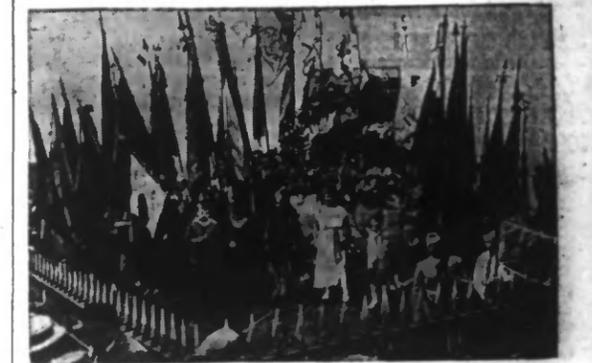
Aujourd'hui, avec le désordre et le chaos qui règnent partout, il faut faire de l'ordre et redresser une situation nationale compromise par un an de folie démagogique. Pour cette tâche difficile, l'union des Français est indispensable. Tous les citoyens conscients de la gravité des circonstances doivent se grouper autour des hommes qui accepteront la mission de sauver en même temps la patrie et la république.

« Quant à la droite, où est-elle ? Où sont ses chefs ? Le pays catholique attend d'eux autre chose que des prêches sur des sujets qui offrent autant d'actualité qu'une momie du temps de Ramsès II. »

L'heure du patriotisme a sonné pour tous.

Louis DARTOIS.

## LA MANIFESTATION FRANCO-WALLONNE AU MONUMENT FRANÇAIS DE WATERLOO



Les drapeaux des sociétés et associations franco-wallonnes et un groupe d'enfants, qui participèrent à la manifestation de dimanche, groupés devant l'Aigle Blanc. (Ph. Koytous.)

### La guerre civile en Espagne

## Après la chute de Bilbao et l'incident du « Leipzig »



LES TROUPES NATIONALISTES FONT LEUR ENTRÉE DANS BILBAO. Les camions blindés sont très entourés et les enfants y grimpent pour parcourir la ville avec les soldats. (Ph. Franco-Pressa.)

Vitoria, 21 juin. — La bataille pour Bilbao a permis au commandement nationaliste d'occuper presque toute la province de Biscaye.

Au cours de différentes offensives faites sur ce front, les nationalistes ont fait prisonniers près de 18.000 hommes et capturé un butin énorme.

Par contre, les troupes nationalistes n'auraient subi que des pertes insignifiantes. Depuis leur entrée à Bilbao, ville de

160.000 habitants, les autorités militaires se préoccupent d'assurer le ravitaillement de la population restée dans la ville et des réfugiés qui reviennent dans leurs foyers abandonnés.

(Lire la suite page 3.)

### LE RAID TRANSPOLAIRE DES AVIATEURS SOVIÉTIQUES

C'est dans un état de fatigue extrême qu'ils ont atterri à Vancouver

New-York, 21 juin. — Les aviateurs russes qui, tentant le raid Moscou-San Francisco, ont dû atterrir à Vancouver, à 500 kilomètres du but, paraissent épuisés de fatigue.

Le navigateur Belakov a déclaré que Chkalov a tenu les commandes pendant tout le raid qui s'est officiellement effectué en 63 h. 19.

Chkalov a balbutié : « Je suis si fatigué que je ne puis presque pas parler. » Il a cependant précisé qu'il avait volé sur une distance considérable au sud de Vancouver, survolant Eugene, dans l'Oregon, mais que l'épuisement du brouillard lui empêchait toute visibilité le contraignant à rebrousser chemin.

Les aviateurs ont encore déclaré : « Ce voyage a été extrêmement dur. Nous avons rencontré une tempête de verges et de grêle au-dessus de l'île du Prince Patrick. Nous sommes passés à trente kilomètres au sud-est du Pô. Il a régné une température extrêmement basse. »

Chkalov a confirmé qu'il avait encore suffisamment d'essence pour atterrir à Oakland, mais qu'une fois vaincue la tempête et le froid, le brouillard avait le plus fort.

Les aviateurs ont pris alors leur premier repas depuis leur départ de Moscou car, pendant le raid, ils n'avaient pu que du thé sans rien manger de solide.

Des boutiques juives sont incendiées, à Cracovie

Varsovie, 21 juin. — Des incidents antisémitiques prolongés se sont produits dimanche soir et lundi à Cracovie, trois policiers de police spéciale ont été envoyés sur les lieux.

### LETTRE DE BRUXELLES

## La situation du Cabinet et les libéraux

(DE NOTRE CORRESPONDANT PARTICULIER)

BRUXELLES, 21 JUIN 1937.

Le parti libéral continue sa campagne pour un remaniement ministériel et pour l'obtention de nouveaux portefeuilles dans le prochain gouvernement. Avec la démission, il en a déjà quatre dans le cabinet actuel et non des moindres : l'Instruction publique, les Transports, la Justice et le Travail.

Les catholiques sont-ils prêts à céder encore un ou deux portefeuilles aux libéraux, malgré la manifeste supériorité de leur représentation parlementaire ? L'opinion publique catholique n'admettrait certainement pas cette abdication de M. van Zeeland et des parlementaires de droite.

Du côté socialistes, les libéraux n'ont rien à espérer. L'extrême gauche n'est point d'humeur à céder ni à déserteur. Au contraire, plus d'une fois déjà, elle n'a pas caché qu'elle avait des droits à plus de portefeuilles. Ce n'est donc point de son côté, que les libéraux jettent les yeux, lorsqu'ils désent, par l'organe d'un de leurs principaux chefs, M. Depéze :

« Le parti libéral ne peut admettre qu'il soit traité en « parti d'appoint » aussi bien en ce qui concerne le partage des attributions ministérielles et par conséquent, de l'autorité et des responsabilités, qu'en ce qui concerne l'action politique, économique et sociale du gouvernement dont il fait partie. »

« Le problème se précise donc, mais pas à l'honneur du parti catholique dont on ne sait plus s'il existe ou non. Ce qui fait dire avec angoisse, ce matin, à un grand journal catholique de Bruxelles : « Quant à la droite, où est-elle ? Où sont ses chefs ? Le pays catholique attend d'eux autre chose que des prêches sur des sujets qui offrent autant d'actualité qu'une momie du temps de Ramsès II. »

L'heure du patriotisme a sonné pour tous.

Louis DARTOIS.